



Ghana
2011

www.africaneconomicoutlook.org/fr



Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Ghana

Vue d'ensemble

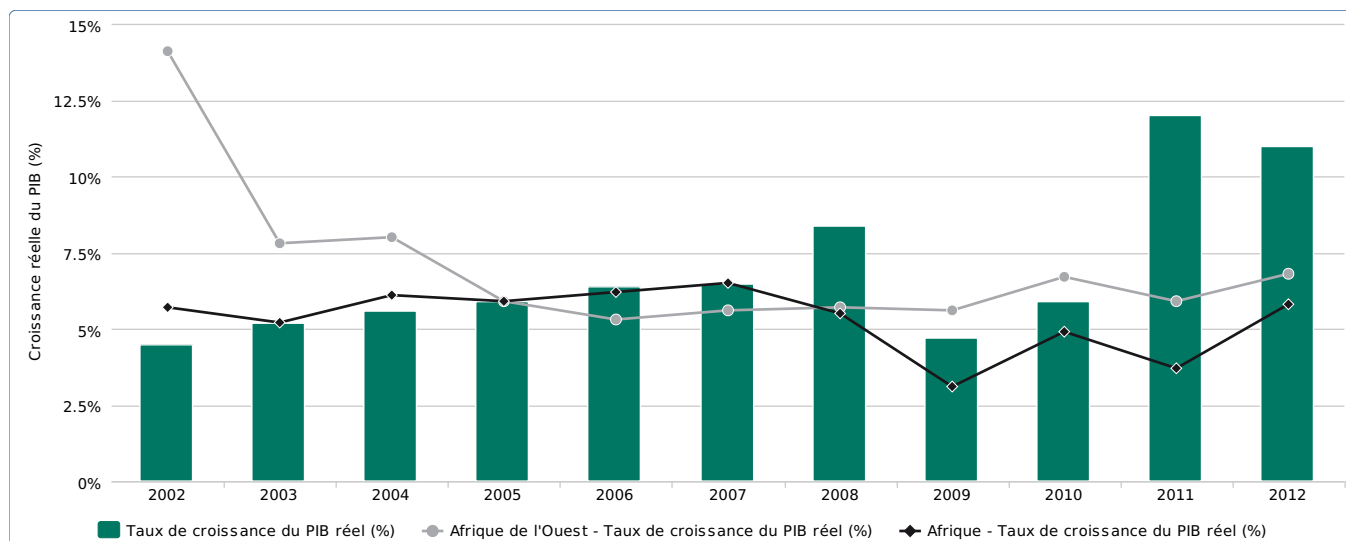
Le Ghana a changé l'année de référence de sa comptabilité nationale, qui passe de 1993 à 2006. D'après les autorités, cela s'est traduit par une multiplication par trois de la taille de l'économie du pays mesurée en termes de produit intérieur brut (PIB) réel, le Ghana se classant ainsi parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ce changement d'année de référence suggère également une marge de manœuvre financière supérieure du fait de la diminution du ratio recettes/PIB. Bien que des questions subsistent quant à l'acceptabilité de ces nouveaux chiffres au niveau international, une chose est claire : ils confirment ce que nombre d'observateurs avaient maintes fois suggéré, à savoir que la taille de l'économie ghanéenne avait jusqu'ici été largement sous-estimée.

La croissance économique du pays s'est maintenue à un niveau élevé ; selon les estimations, le taux de croissance du PIB réel devrait atteindre 5.9 % en 2010, contre 4.7 % en 2009. Les perspectives de croissance pour 2011 et 2012 sont encore plus brillantes, la croissance du PIB réel étant attendue à respectivement 12 et 11 %, essentiellement grâce au démarrage de la production de pétrole à grande échelle en décembre 2010. De plus, la stabilité sociale et l'enracinement croissant de la démocratie dans le pays ont contribué à renforcer la confiance des investisseurs, ce qui s'est traduit par une recrudescence des opérations.

La qualité de l'environnement macroéconomique explique cette croissance soutenue. Des politiques budgétaires et monétaires prudentes ont contribué à alléger les pressions inflationnistes grâce à une diminution des taux d'intérêt. Le secteur privé a réagi positivement aux programmes de développement initiés par le gouvernement et à l'embellie générale du climat des affaires. L'accroissement du crédit bancaire et des entrées de capitaux suggère un regain de confiance de la part des investisseurs. Des économies émergentes comme la Chine et la République de Corée apportent au Ghana, à travers les nouveaux partenariats conclus, de nouvelles sources de financement et de savoir-faire en matière de développement.

Toutefois, de nombreux défis demeurent, avec notamment la très faible maîtrise de l'orientation budgétaire et la fragilité de la balance extérieure. D'importants arriérés de paiement menacent l'équilibre financier du pays. Par ailleurs, l'effort budgétaire colossal qu'impose la nouvelle politique pour les salaires de la fonction publique (*Single Spine Salary structure*) pourrait compromettre la stabilité macroéconomique du pays si de nouvelles mesures ne sont pas prises pour accroître la mobilisation des ressources intérieures. En tant que pays pauvre très endetté (PPT), le Ghana doit également adopter une stratégie réaliste de gestion de sa dette afin d'éviter de sombrer dans le surendettement. De plus, pour connaître une croissance économique forte et durable au cours de la prochaine décennie, le pays devra impérativement maintenir les investissements à un niveau élevé, ce qui imposera une grande prudence dans la gestion des recettes pétrolières. Par ailleurs, le chômage et le sous-emploi posent des difficultés majeures. Pour les résoudre, le gouvernement devra améliorer l'adéquation entre les compétences de la population active et les besoins du marché du travail, particulièrement au sein du secteur informel de l'économie, très important.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932411989>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	4.7	5.9	12	11
Inflation IPC	19.3	8	8.5	6.9
Balance budgétaire % PIB	-7.6	-7.9	-7.7	-5
Balance courante % PIB	-8.1	-7.6	-6.4	-2.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414345>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2010
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	30.4	30.2
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	2.8	1.9
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	10.2	6.5
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	2.1	1.2
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	5.7	9
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	11.4	13
dont hôtels et restaurants	5	7.2
Transports, entreposages et communications	15.9	12.4
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	7.8	9.3
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	-	-
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	9.9	12.7
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	3.7	3.8
Autres services	-	-
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415314>

L'économie ghanéenne est restée vigoureuse au cours de la dernière décennie, avec des taux de croissance annuels passant de 4.2 % en 2001 à 7.3 % en 2008. En 2009 toutefois, le taux de croissance a chuté à 4.7 %, sous l'effet des retombées de la crise économique mondiale. De plus, le changement de l'équipe au pouvoir intervenu en 2008 et les incertitudes quant à l'orientation politique et aux stratégies mises en œuvre ont provoqué un ralentissement de l'activité des investisseurs. En 2010, l'économie s'est redressée, retrouvant un taux de croissance annuel estimé à 5.9 %. Selon les projections, la croissance devrait même bondir à 12 % en 2011 grâce aux premières exportations de brut ghanéen, la seule production pétrolière y contribuant à hauteur de 5.3 points. La croissance anticipée devrait être légèrement inférieure en 2012 - année d'élections - à 11 %. En effet, les nouvelles incertitudes associées pourraient avoir un impact négatif sur la confiance des investisseurs.

En 2010, la croissance du Ghana a été tirée par le secteur industriel (7 %), elle-même largement alimentée par les performances impressionnantes des sous-secteurs minier et énergétique : les deux ont en effet progressé de respectivement 10.5 et 13.3 % en 2010, contre 8.2 et 7.5 % en 2009. En revanche, l'industrie manufacturière est restée atone en 2010, avec un taux provisoire de seulement 1 %, après la désastreuse performance de 2009 (-1.3 %). Après des années de résultats décevants, le sous-secteur manufacturier a finalement vu la position dominante qu'il occupait au sein du secteur industriel lui échapper en 2007 au profit du bâtiment et des travaux publics (BTP). En réalité, sa croissance actuelle est tellement faible que de nouvelles mesures gouvernementales s'imposent afin de lever les contraintes à l'origine de cette situation. Au fil des années, les augmentations successives des taxes frappant ce secteur et la concurrence accrue des importations ont continuellement assombri les perspectives.

En 2010, l'agriculture ghanéenne a crû de 4.8 %, un chiffre inférieur aux 6.1 % enregistrés en 2009. Les récoltes et le cheptel ont souffert des inondations qui ont ravagé le nord du pays et causé la destruction de nombreuses exploitations. Toutefois, la production de cacao s'est maintenue à un niveau élevé, atteignant pratiquement 640 000 tonnes en 2009/10, après le pic de 710 000 tonnes observé en 2008/09. En fait, depuis 2004, la production annuelle de cacao du Ghana n'est jamais tombée sous la barre des 600 000 tonnes. Les solides performances de l'industrie cacaoyère reflètent le soutien appuyé que le gouvernement apporte à ce secteur. Celui-ci a notamment relevé le niveau des prix intérieurs payés aux fermiers, amélioré ses programmes de lutte contre les maladies et les insectes ravageurs, réhabilité les voies de desserte des zones de culture du cacao et accordé des primes aux cultivateurs. Le gouvernement a augmenté le prix à la production du cacao par deux fois au cours de la campagne agricole 2009/10 et de nouveau en octobre 2010. Constituant un plus haut historique, le prix à la production actuel de 3 200 cédis ghanéens (GHS) par tonne représente 75.15 % du prix franco à bord (FAB). Il existe cependant un risque lié à l'accroissement de la production locale de cacao, qui découle largement de l'augmentation de la superficie des exploitations. En effet, au fil des années, le défrichement a causé d'immenses dégâts dans les ressources forestières du pays. Les forêts ghanéennes ont ainsi perdu en moyenne 65 000 hectares par an, en partie au profit de l'expansion des exploitations cacaoyères. Les forêts primaires ont quant à elles reculé de près de 90 %.

Le secteur des services a enregistré une croissance de 6.1 % en 2010, à comparer aux 5.9 % enregistrés en 2009. Ce sont les services financiers et les télécommunications qui ont continué à tirer la croissance de ce secteur au cours de l'année 2010. Le sous-secteur des télécommunications a connu une expansion de 10.8 %, le nombre total de lignes téléphoniques installées passant de 15.2 millions en 2009 à environ 17 millions. En 2010, le taux de pénétration du téléphone a atteint quasiment 74 %, la téléphonie mobile représentant environ 98 % des liaisons.

La décomposition du PIB indique que l'investissement reste un facteur déterminant de la croissance. L'investissement public et privé est resté soutenu depuis 2007, année où une réduction drastique de la dette publique extérieure a donné un coup de fouet à la formation de capital. Depuis 2006, le ratio investissement/PIB ghanéen s'est maintenu au-dessus de la barre des 30 %. Toutefois, la part de l'investissement dans le PIB est repassée juste en dessous de ce niveau en 2009 et 2010, à cause des effets persistants de la crise financière mondiale. La formation intérieure de capital privé et public projetée pour l'année 2011 devrait rester modérée du fait du maintien de la confiance du secteur privé dans l'économie. Le gouvernement a également prévu en 2011 de lancer un ambitieux programme de logements destinés aux services de sécurité et d'entreprendre la construction de nombreuses routes, ce qui devrait doper l'investissement public. Les exportations ghanéennes vont elles aussi vraisemblablement connaître une forte croissance en 2011 grâce au démarrage des exportations de brut.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	19.7	29.9	17.9	15.3	9.9	6.7	6.4	4.3
Publique	6.1	9.5	24	19	12	2.9	2.7	1.8
Privée	13.6	20.4	15	13.4	8.8	3.9	3.8	2.5
Consommation finale	96.3	95.9	1.8	6.4	6.4	1.9	6.6	6.3
Publique	17.6	19.6	-13.3	10.8	2	-3.7	2.4	0.5
Privée	78.7	76.3	7.2	5.2	7.8	5.6	4.1	5.8
Secteur externe	-16	-25.8	-	-	-	-2.8	-1	0.4
Exportations	42.4	50.9	13.7	15.1	11.8	6.3	7.4	6
Importations	-58.5	-76.7	10.1	9	6.1	-9.1	-8.4	-5.5
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	5.9	12	11

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416283>

Politique budgétaire

Le Ghana est réputé pour la qualité de sa gestion macroéconomique, soutenue par des politiques monétaires de lutte contre l'inflation et des efforts d'assainissement des finances publiques axés sur la chasse aux gaspillages. Toutefois, sa stabilité budgétaire s'est récemment trouvée menacée par un creusement des déficits. Le gouvernement a dû mettre l'accent sur des mesures d'austérité visant simultanément l'accroissement des recettes et la rationalisation des dépenses. La nécessité d'engager des efforts de réduction du déficit budgétaire est également rendue plus pressante par l'engagement du gouvernement à remplir les principaux critères de convergence de la zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO). Ces critères imposent notamment un déficit budgétaire inférieur à 4 % du PIB.

Bien que la rationalisation des dépenses ait donné quelques résultats, le bon fonctionnement du régime de tarification automatique des prix du pétrole ayant permis de supprimer les subventions aux combustibles fossiles, cela n'a pas entraîné d'amélioration sensible des recettes intérieures, principalement du fait de l'absence de nouvelles mesures visant à augmenter l'effort fiscal. D'importants arriérés de paiement intérieurs continuent donc à s'accumuler. Selon les estimations, ceux-ci s'élevaient à 12 % du PIB en 2010.

Ces arriérés ont un impact négatif significatif sur l'économie locale. Ils imposent d'importantes contraintes au secteur privé, ralentissant par conséquent la croissance et la création d'emplois. Concrètement, de nombreux entrepreneurs privés (particulièrement dans le BTP) se plaignent de ne pas pouvoir remettre leur entreprise sur les rails parce que le gouvernement n'honore pas ses engagements financiers à leur égard. En 2010, ce sont ces arriérés qui constituent la principale cause de la diminution de la formation de capital privé. De plus, les arriérés affectant les dotations aux organismes publics retardent la fourniture des infrastructures économiques requises pour soutenir la croissance de l'économie et assurer les services sociaux dont la population a cruellement besoin.

En 2010, les recettes et les dépenses de l'État ghanéen se sont effondrées. Les dépenses publiques sont tombées de 41.5 % du PIB en 2009 à 39.7 % en 2010, ce mouvement reflétant la diminution des dépenses ordinaires de l'État. Simultanément, toutes les composantes des recettes de l'État ont décliné en 2010. Le déficit budgétaire global s'est accru de manière marginale, passant de 7.6 % du PIB en 2009 à 7.9 % en 2010.

Le gouvernement semble déterminé à renforcer en 2011 la mobilisation des recettes par un certain nombre de réformes fiscales, portant notamment sur la suppression d'abattements fiscaux, l'élargissement de l'assiette fiscale et le relèvement du taux d'imposition marginal. Cette politique sera particulièrement cruciale pour la mise en œuvre de la réforme salariale de la fonction publique (*Single Spine Salary structure*). Il s'agit d'unifier les échelles salariales et de rassembler tous les employés du secteur public au sein d'une organisation verticale, en s'assurant que tous les postes d'une même catégorie reçoivent des salaires comparables. Ce programme a pour objectif de remplacer le système en vigueur dans les services publics ghanéens, qui compte au bas mot 90 échelles salariales et 65 types d'indemnités différents. Bien que l'introduction de cette nouvelle politique salariale dans les services publics soit étalée sur une période de cinq ans, la masse salariale de l'État pour l'exercice budgétaire 2011 devrait être l'une des plus élevées de toute l'Afrique subsaharienne. De surcroît, plus de 75 % de la masse salariale totale de l'État et des augmentations associées résultant de la nouvelle échelle salariale bénéficient aux employés de seulement trois ministères et des organismes publics associés : l'éducation, la santé et les administrations locales. Pour cette raison, cette nouvelle politique pourrait conduire à une réduction durable des dépenses sociales si de nouvelles ressources ne sont pas mobilisées.

Malgré les nouvelles mesures fiscales et les recettes attendues du pétrole, le niveau global des recettes de l'État devrait rester stable en 2011 et en 2012. Concrètement, les revenus tirés du pétrole devraient contribuer à hauteur d'au moins 6 % des recettes totales. Les rentrées fiscales liées aux exportations de brut sont estimées à 700 millions de dollars (USD) en 2010 et devraient s'envoler à 3 milliards USD d'ici 2013. Globalement, les estimations disponibles indiquent que les exportations de brut procureront à l'État entre 2 et 3.2 milliards USD par an sur la période 2010-30. Le déficit budgétaire global devrait reculer à environ 7.7 % du PIB en 2011, puis à environ 5 % en 2012, au fur et à mesure que l'État engrangera les revenus du pétrole.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	19.3	32.8	33	34	31.9	29.7	29.3
Recettes fiscales	15.7	24.1	25.6	23.7	22.3	20.8	20.3
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	3.1	6.2	4.8	6	5.3	4.7	4.8
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	26.1	41.5	47	41.5	39.8	37.5	34.4
Dépenses courantes	20	26.8	30.8	27.8	26.6	24.2	20.5
Sans les intérêts	13.8	23.6	26.8	22.7	21.3	19.8	18.2
Salaires	8.5	10.3	11.7	12.2	11.2	9.9	9
Biens et services	3	4.1	3.8	3.1	3	2.9	2.7
Intérêts	6.1	3.2	4	5.1	5.3	4.3	2.3
Dépenses en capital	6.1	11.9	14.6	12.3	13.2	13.3	13.9
Solde primaire	-0.6	-5.5	-10	-2.5	-2.6	-3.4	-2.7
Solde global	-6.8	-8.7	-14	-7.6	-7.9	-7.7	-5

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417252>

Politique monétaire

L'objectif principal de la politique monétaire menée par la banque centrale ghanéenne (Bank of Ghana – BoG) dans un cadre global de ciblage de l'inflation consiste à ramener celle-ci sous la barre des 10 %. La BoG cherche également à amortir les fluctuations des taux de change. En 2010, la politique monétaire a été principalement axée sur la pérennisation de la stabilité macroéconomique par la diminution de l'inflation. La politique de restriction monétaire mise en œuvre en 2010 a effectivement contribué à faire baisser l'inflation de manière durable : après un pic à 19.05 % en juin 2009, elle est revenue à 8 % à la fin décembre 2010. Sur l'année 2010, la croissance des agrégats monétaires s'est considérablement ralentie, une évolution similaire étant observée au niveau du crédit au secteur privé. La croissance de la masse monétaire au sens large (M2+) a ralenti à 15.4 % à la fin 2010, contre 46.6 % à la fin 2009. De la même manière, le crédit au secteur privé est resté faible en 2010, enregistrant même une baisse annuelle de 0.2 % alors qu'il avait connu une croissance de 3.5 % en 2009.

Maintenir l'inflation sous les 10 % constitue un véritable défi du fait de l'accroissement de l'activité économique attendu en 2011 et de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole et des denrées alimentaires. C'est pourquoi une politique budgétaire plus prudente et la poursuite de la politique monétaire restrictive s'imposent. À cette fin, la BoG s'efforce de renforcer son cadre de ciblage de l'inflation et d'intensifier ses efforts auprès des autorités fiscales pour une meilleure coordination des politiques fiscales et monétaires. Selon les projections, l'inflation devrait s'établir à des valeurs annuelles moyennes estimées à respectivement 8.5 et 6.9 % pour 2011 et 2012.

L'allègement des pressions inflationnistes en 2010 a permis à la BoG de ramener son taux directeur de 18 % en janvier à 13.5 % en décembre. En réaction à l'embellie des perspectives en matière d'inflation et à cette baisse du taux directeur, l'année 2010 a également connu un déclin des rendements sur l'intégralité du marché des titres de la dette publique ghanéenne : le taux des bons du Trésor à 91 jours a reculé de 12.7 % en janvier à 12.3 % en décembre. Dans la lignée du déclin général des taux d'intérêt, les taux de base et de prêt moyens

des banques de dépôt ont poursuivi leur diminution progressive en 2010. Les taux de base moyens pratiqués par les banques ont été revus à la baisse de 537 points de base entre janvier et novembre 2010, pour atteindre 26.03 %. De même, sur cette période, les taux de prêt moyens ont reculé de 513 points de base pour s'établir à 27.63 %. Du point de vue des dépôts, le taux de rémunération à trois mois a baissé de 950 points de base, à 9.5 %, alors que le taux de rémunération de l'épargne reculait de 413 points de base, à 5.88 %, sur la même période. Le système financier ghanéen a enregistré un progrès significatif en 2010 : une forte demande de la part des investisseurs non résidents pour les titres de la dette publique, qui a contribué à l'allongement de l'échéance moyenne de ceux-ci. Le lancement d'emprunts d'État à trois ans offrant un taux fixe et le vif intérêt manifesté par les investisseurs étrangers ont eu pour résultat d'augmenter leur proportion parmi les souscripteurs de 9.6 % à la fin décembre 2009 à 19.5 % en octobre 2010.

Position extérieure

L'objectif principal de la politique commerciale du Ghana est d'améliorer la compétitivité du pays et d'élargir l'accès aux marchés de ses produits. La composition des exportations ghanéennes n'a pas connu de changement significatif depuis un certain temps. Celles-ci restent dominées par l'or et le cacao, lesquels représentent respectivement environ 41 % et 24 % du total, ce qui reflète un réel défaut de diversification. Toutefois, avec le démarrage des exportations de pétrole en 2010, leur composition est amenée à évoluer, mais sans réellement s'éloigner des matières premières de base.

Les évolutions de la balance commerciale du Ghana sont largement responsables des mouvements observés au niveau des opérations courantes. Le faible rythme de l'activité économique en 2009 a entraîné une réduction sensible des importations par rapport à l'année précédente. Résultat : par rapport à 2008, le déficit commercial a été quasiment divisé par deux en 2009, ce qui a conduit à un net resserrement du déficit de la balance des opérations courantes. En 2010, les importations de pétrole se sont accrues d'environ 36 % du fait de l'augmentation du prix du brut. Toutefois, en pourcentage du PIB, les importations sont restées relativement stables. Le déficit commercial s'est largement réduit en 2010, une forte hausse des exportations faisant chuter celui de la balance des opérations courantes. Les exportations totales se sont accrues en valeur de près de 36 %, le cacao et l'or augmentant respectivement de 16 et 49 % en valeur. Le déficit de la balance des opérations courantes devrait se réduire considérablement d'ici 2012, principalement grâce à l'accroissement des recettes tirées des exportations pétrolières.

Le régime de taux de change flottant dirigé mis en œuvre au Ghana semble bien fonctionner, la BoG ayant moins eu besoin d'intervenir pour amortir les fluctuations du marché des changes au cours de la période récente. Le marché des changes est resté stable en 2010, le cedi ghanéen se maintenant à un niveau élevé face aux principales devises mondiales. Il s'est apprécié de 0.1 % par rapport au dollar américain, tout en restant fort par rapport à l'euro.

La dette extérieure ghanéenne a augmenté d'environ 29 % en 2010, après une hausse d'environ 15 % en 2009. En 2010, la dette publique totale représentait l'équivalent de 68.1 % du PIB. La charge de la dette extérieure du pays devrait s'accroître considérablement à court terme, à la suite de l'accord de prêt d'un montant de 13 milliards USD conclu entre le gouvernement ghanéen, la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine (China Exim Bank). Le gouvernement a également contracté un prêt au logement de 1.5 milliard USD auprès de la Corée, ce qui alourdira encore la charge de la dette à court et moyen termes. Dans l'immédiat, le Ghana doit adopter une stratégie viable de gestion de sa dette afin d'éviter de sombrer dans le surendettement post-Initiative PPTe.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

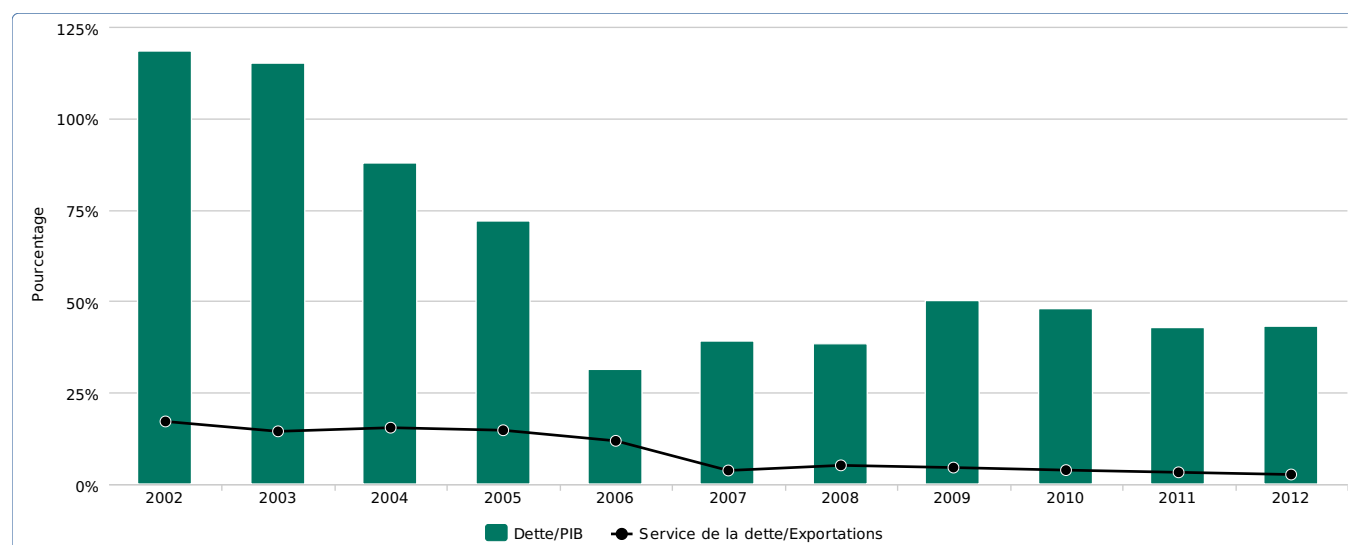
	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-11.2	-26.5	-31	-15.1	-9.2	-3.1	-0.7
Exportations de biens (f.o.b.)	32.7	28.4	32.7	40.8	47.1	50.1	53.1
Importations de biens (f.o.b.)	43.9	54.9	63.7	55.9	56.4	53.2	53.8
Services	-1.1	-1.1	-3.1	-5.4	-12	-12.1	-9.1
Revenu des facteurs	-2.8	-0.9	-1.6	-2.1	-0.5	-3	-2.8
Transferts courants	14.6	13.9	13.7	14.4	14.1	11.9	10.1
Solde des comptes courants	-0.5	-14.6	-22	-8.1	-7.6	-6.4	-2.5

Source : Données de la Banque centrale (BCEAO) et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418221>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411989>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Les efforts déployés par le Ghana pour améliorer son environnement des affaires continuent de délivrer des résultats significatifs. Le secteur privé a réagi positivement au programme mis en place par le gouvernement. En 2009, le changement d'administration et les incertitudes qui en ont découlé concernant l'orientation de la politique économique ont été en grande partie responsables de la forte dégradation du climat local des affaires. Le pays a d'ailleurs reculé de cinq places dans le classement *Doing Business* établi par la Banque mondiale. Toutefois, la situation s'est inversée dans le classement 2011, le Ghana regagnant dix places pour se placer en 67^e position (sur 183 pays). Cette remontée est largement due à l'amélioration de l'accès au crédit, domaine dans lequel le pays se classe à la 46^e place en 2011 (contre la 109^e en 2010). Les autres progrès se situent au niveau de la création d'entreprises, du paiement des impôts et de l'exécution des contrats. Le Ghana a toutefois dérapé dans les domaines du transfert de propriété, du commerce transfrontalier, de la fermeture d'entreprises, de la protection des investisseurs et de l'octroi des permis de construire.

L'engagement du Ghana en faveur du développement du secteur privé se traduit par le nouveau plan stratégique national à moyen terme (*Ghana Shared Growth and Development Agenda - GSGDA*) pour 2010-13. L'amélioration de la compétitivité internationale du secteur privé ghanéen figure en bonne place parmi les objectifs prioritaires de ce plan. Celui-ci prévoit l'introduction de mesures visant à créer un climat plus favorable aux investissements et à passer d'une économie basée sur les facteurs de production à une économie plus concurrentielle axée sur la recherche d'efficacité. À cet effet, le pays s'efforce d'améliorer tous les aspects de l'environnement des affaires. En 2011, le gouvernement se propose d'établir une procédure transparente, simplifiée et orientée client pour la création d'entreprises, tout en renforçant le dialogue entre les secteurs public et privé.

Les autorités ont fait du soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) la pierre angulaire des efforts récemment engagés en faveur du développement du secteur privé. En 2010, ce soutien a notamment pris la forme de formations et de subventions de fonctionnement proposées aux micro-entreprises (TPE) et aux PME par le ministère du Commerce et de l'industrie. Par le biais d'un fonds dédié, le Business Development Services Fund, le ministère a aidé plus de 140 TPE et PME à obtenir l'assistance technique dont elles avaient besoin pour résoudre les problèmes qu'elles rencontrent dans un certain nombre de domaines : productivité, accès aux marchés et aux sources de financement mais aussi développement de nouveaux produits.

Le soutien du secteur bancaire au développement du secteur privé s'est renforcé, les banques accordant en 2010 davantage de financements au secteur privé. Elles ont consacré une proportion significative de leurs dépôts à des investissements à long terme, ce qui constitue un signe positif de leur engagement en faveur du développement à long terme. Les PME ont vu leur accès au crédit s'améliorer fortement en 2010, avec un progrès global des conditions de crédit consenties par le secteur bancaire. Toutefois, l'octroi de crédits reste handicapé par des coûts d'exploitation élevés ainsi que par une détérioration de la qualité de leurs portefeuilles de prêts.

La bourse du Ghana (Ghana Stock Exchange - GSE) poursuit son développement, avec une augmentation du volume des échanges et de la capitalisation boursière. Le magazine *Africa Investor*, basé à New York, l'a classée en tête des places financières innovantes d'Afrique pour l'année 2010. Le volume des transactions (nombre de titres échangés) a augmenté d'environ 224 %, avec un accroissement en valeur de 94.4 %. La capitalisation boursière a quant à elle augmenté d'environ 25 % en 2010. L'amélioration des performances boursières au cours de l'année 2010 est en grande partie due aux valeurs des secteurs bancaire, financier, agricole, agroalimentaire et énergétique. Elle pourrait également s'expliquer par le glissement de fonds placés sur le marché monétaire vers le marché financier, intervenu à la faveur de la réduction du taux des bons du Trésor en 2010. Toutefois, des questions concernant l'étendue de cette mutation subsistent du fait que la GSE n'a connu aucune nouvelle introduction en 2010. Les perspectives pour les années à venir dépendront largement de la poursuite de l'amélioration des fondamentaux macroéconomiques.

Autres développements récents

Le Ghana continue d'entreprendre des réformes structurelles et de renforcer ses institutions. Récemment, l'accent a été mis sur l'énergie, la réforme du secteur public et les privatisations. Le démarrage de la production de pétrole en quantité commerciale en 2010 constitue à la fois une source de défis et d'opportunités. En effet, les recettes attendues vont indéniablement doper les ressources intérieures. Mais cette augmentation imposera une gestion rigoureuse des finances publiques afin de prévenir les risques de gaspillage et de corruption. Sans oublier une possible manifestation du « syndrome hollandais » (ou malédiction des ressources). Un projet de loi encadrant la gestion des recettes pétrolières a été présenté au parlement en 2010.

Dans l'objectif d'améliorer l'efficacité des services publics, le gouvernement s'est attelé à la réforme de la gestion des finances publiques. Celle-ci vise notamment à restructurer intégralement les systèmes d'information financière avec l'adoption du programme intégré GIFMIS (*Ghana Integrated Financial Management Information Systems*). Celui-ci devrait améliorer l'efficacité des services publics et de l'affectation des ressources pour une gouvernance plus responsable, plus transparente et plus efficiente.

Dans le cadre des efforts entrepris pour pallier les faiblesses du système budgétaire actuel, le gouvernement a également introduit la budgétisation par programme. En 2009, il a mis en place un système provisoire de gestion de trésorerie pour accompagner le processus d'assainissement des finances publiques. En 2010, tous les organismes des recettes ont été regroupés au sein d'une nouvelle structure de gestion commune, la Ghana Revenue Authority (GRA), l'objectif étant de renforcer l'efficacité de la mobilisation des recettes intérieures. À l'avenir, le gouvernement devrait concentrer ses efforts sur la mise en œuvre de sa politique de décentralisation fiscale. Par ailleurs, il prévoit de renforcer les structures et capacités institutionnelles du pays afin de créer un nouveau cadre budgétaire inter-administrations.

Partenaires économiques émergents

Depuis quelques années, les relations économiques du Ghana avec le reste du monde ont connu une évolution remarquable : les liens étroits tissés avec les économies développées ont perdu de leur importance au profit des économies émergentes, particulièrement dans les domaines des échanges commerciaux, de l'aide au développement et des investissements directs étrangers (IDE). Entre 2003 et 2009, les exportations ghanéennes à destination des économies développées ont diminué en valeur de 65 à 50 %, celles à destination des économies émergentes et en développement suivant le mouvement inverse en passant de 25 à 36 %. Sur la même période, les importations en provenance des économies émergentes ont connu une augmentation significative en valeur, de 50 à 59 %, alors que les importations en provenance des économies développées reculaient de 8 points pour s'établir à 40 %. La part des importations en provenance de pays africains s'élève en moyenne à 25 %.

Au cours de la dernière décennie, les exportations ghanéennes se sont progressivement détournées de pays tels que les États-Unis, la Belgique, la France, l'Allemagne et le Japon, au profit de l'Inde, de la Malaisie, de la Mongolie et de l'Ukraine. Dans le même temps, les importations en provenance d'Inde, de Chine, du Brésil, du Nigeria et de Côte d'Ivoire se sont considérablement accrues, alors que celles en provenance du Royaume-Uni, des États-Unis, de Belgique et de France connaissaient une stagnation ou un déclin. Parmi les économies émergentes, ce sont les importations en provenance de Chine qui ont connu la plus forte augmentation en valeur, en passant de 354.2 millions USD en 2003 à 1.78 milliard USD en 2009. Leur part dans les importations ghanéennes totales est ainsi passée de 9 à 17 %.

En matière d'investissement, la Grande-Bretagne reste la principale source d'IDE pour le Ghana (à l'exclusion de l'exploitation minière). Ainsi, les investissements britanniques ont représenté environ 37 % de la valeur des apports d'IDE au Ghana entre 1994 et 2009, suivis par ceux des États-Unis, des Émirats arabes unis, du Nigeria, de Malaisie et de Chine. Toutefois, c'est encore la Chine qui occupe la première place en matière de nombre de projets, avec 415 opérations validées, principalement dans le secteur manufacturier et le négoce général. L'Inde arrive en deuxième position avec 388 projets, essentiellement dans le secteur manufacturier, suivie du Liban, avec 291 projets. En 2007, la Chine ne se classait qu'en deuxième position derrière la Grande-Bretagne en termes d'IDE en valeur, ce qui illustre la forte augmentation de son poids dans les IDE ghanéens.

La coopération économique avec les pays orientaux (particulièrement la Chine) s'est remarquablement accrue au cours de la période récente. Sur la dernière décennie, la Chine a considérablement augmenté l'aide au développement qu'elle fournit au Ghana. C'est dans le secteur énergétique qu'on trouve le projet le plus important, la construction du barrage hydroélectrique de Bui, d'un montant de 562 millions USD, qui augmentera de 400 mégawatts la production électrique nationale. Parmi les autres projets chinois d'aide au développement présentant une envergure significative figurent un prêt à taux zéro de 99 millions USD pour la construction d'embarcadères destinés aux communautés de pêcheurs et un crédit bonifié de 30 millions USD pour financer la première phase d'un réseau national de fibre optique ainsi qu'un programme d'administration électronique étendu en 2007 et en 2008.

En 2009, la Chine et le Ghana ont également conclu un accord de coopération économique et technique selon lequel la première s'engageait à fournir au second 3.6 millions USD en 2010 sous la forme d'une subvention et d'un prêt à taux zéro. En 2010, les deux pays ont conclu des accords représentant un total de 13 milliards USD et associant la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine pour le financement d'infrastructures routières, ferroviaires, énergétiques, hydrauliques et éducatives. L'accord immobilier d'un montant de 1.5 milliard USD conclu avec le gouvernement coréen en 2010 constitue lui aussi une avancée majeure dans l'extension de la coopération économique et des partenariats avec les économies émergentes.

L'Inde est l'un des cinq principaux investisseurs directs du Ghana. En 2010, ses investissements se sont répartis sur plus de 46 projets, pour une valeur totale estimée à 277 millions USD, principalement dans les secteurs agricole et manufacturier. Par ailleurs, dans le secteur de la santé, les entreprises pharmaceutiques ghanéennes se sont associées à des firmes indiennes pour la fabrication de médicaments. Depuis peu, le secteur financier ghanéen attire lui aussi les investissements indiens. En 2010, la Bank of Baroda a même ouvert une succursale au Ghana. On note également une forte présence indienne dans le secteur informatique ghanéen. Le conseil de promotion des exportations de logiciels informatiques et produits électroniques d'Inde (Electronic and Computer Software Export Promotion Council of India) invite régulièrement des représentants ghanéens aux événements qu'il organise en Inde afin d'échanger des idées sur l'évolution des technologies. De plus, dans le cadre de son programme de coopération économique et technique ITEC (Indian Technical and Economic Cooperation), l'Inde accorde chaque année un certain nombre de bourses de deuxième et troisième cycles aux étudiants ghanéens dans les technologies de l'information et de la communication.

Contexte politique

L'année 2010, la deuxième au pouvoir pour l'administration du président Atta Mills, s'est caractérisée par le maintien d'un environnement politique apaisé et stable. Bien que cette stabilité politique illustre l'enracinement de la culture démocratique dans le pays, les troubles régulièrement provoqués par les partisans du parti au pouvoir (National Democratic Congress - NDC) et du principal parti d'opposition (New Patriotic Party - NPP) suscitent une certaine anxiété et sont susceptibles de gravement dégénérer.

En 2010, le gouvernement a mis en place une commission afin de réviser la Constitution du pays, qui date de 1992. Cette commission est censée déterminer les attentes de la population concernant les amendements à apporter, puis de les formaliser pour soumettre des recommandations au gouvernement et préparer un projet de loi de révision constitutionnelle. Des forums publics ont été organisés tout au long de l'année partout dans le pays pour solliciter l'avis de la population. Cette réforme constitutionnelle devrait faire l'objet d'un projet de loi déposé au parlement en 2011.

Contexte social et développement des ressources humaines

Les objectifs de la politique de santé actuelle du gouvernement sont axés sur l'élargissement de l'accès à une alimentation et des soins de qualité, ainsi que sur la mise en place d'un système de financement couvrant les coûts tout en assurant une protection aux plus pauvres. Le gouvernement entend également améliorer les infrastructures de santé ainsi que l'efficacité avec laquelle ces services sont fournis. L'extension de la couverture assurée par le système national de sécurité sociale (National Health Insurance Scheme - NHIS) a contribué à augmenter le taux de fréquentation dans les structures hospitalières. Le NHIS est conçu pour offrir des services de santé abordables, particulièrement pour les plus pauvres et les plus vulnérables. Dans ce système, chaque adulte ghanéen paye une cotisation mensuelle d'environ 0.66 USD qui permet à l'État de subvenir aux besoins des personnes âgées, des pauvres et des enfants dont les parents ont cotisé.

Les chiffres officiels font état d'une forte progression dans la fourniture des services de santé aux habitants. Le Ghana a déjà atteint une des cibles du premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié la proportion d'enfants présentant une insuffisance pondérale. De plus, on constate une réduction significative de la mortalité juvénile : pour les enfants de moins de cinq ans, elle est tombée de 111 pour 1 000 naissances vivantes en 2003 à 80 en 2008. Sur la même période, le taux de mortalité infantile a reculé de 43 à 30 pour 1 000 naissances vivantes. Le taux de vaccination des enfants âgés de moins d'un an s'est également accru. D'après les statistiques gouvernementales, au cours des huit dernières années, le Ghana n'a enregistré aucun décès dû à la rougeole et le nombre d'enfants affectés par la maladie a considérablement reculé. Le nombre d'accouchements sous assistance médicale a également augmenté, passant de 39.3 % en 2008 à 45.6 % en 2009. Toutefois, de nombreux défis subsistent en matière de VIH/sida. Le taux de prévalence en milieu urbain en 2009 restait élevé, à 3.6 %, contre 2.2 % dans les communautés rurales. De plus, la prévalence du VIH parmi les femmes enceintes a connu un regain en 2009, à 2.9 %, après une période de déclin.

La dracunculose (ou maladie du ver de Guinée) constitue également un grave problème de santé publique. Bien que le gouvernement s'efforce de subventionner la fourniture d'eau potable dans les zones endémiques, la dracunculose poursuit sa progression. Sur le front du paludisme, les avancées restent très lentes même si le taux de létalité des enfants de moins de cinq ans - les plus vulnérables - stagne depuis 2004. Le paludisme constitue la principale cause de mortalité et de morbidité chez les femmes enceintes. Selon les estimations, au moins 40 % des patients non hospitalisés et respectivement 61 et 8 % des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes faisant l'objet d'une hospitalisation le sont du fait du paludisme. La principale stratégie gouvernementale pour faire reculer l'incidence élevée du paludisme consiste à encourager la population à utiliser des moustiquaires imprégnées d'insecticide, particulièrement pour protéger les enfants et les femmes enceintes. Toutefois, la lutte contre le paludisme devrait également mettre l'accent sur l'élargissement de l'accès à un système d'assainissement digne de ce nom.

Le gouvernement a poursuivi ses efforts pour améliorer l'accès à une éducation de qualité, tout en renforçant la parité dans ce domaine. L'objectif premier des autorités est de parvenir à l'enseignement primaire universel et un certain nombre de mesures ont été mises en œuvre dans ce but au fil du temps. Dans le cadre de l'actuel plan stratégique pour l'éducation (*Education Strategy Plan*) pour la période 2003-15, le gouvernement assure un enseignement de base gratuit et obligatoire pour réaliser l'universalisation du primaire d'ici 2015. L'État finance les écoles publiques, sur la base des effectifs, pour couvrir toutes les dépenses, y compris celles liées aux activités sportives, au développement scolaire et aux programmes de nutrition. Le développement de la petite enfance figure également parmi les stratégies mises en œuvre pour réaliser les objectifs de ce plan. Ces mesures ont provoqué une nette amélioration de divers indicateurs clés en matière d'éducation. Selon les chiffres officiels, le taux net de scolarisation et le taux d'achèvement en primaire se sont établis à respectivement 83.6 et 87.1 % en 2009, ce qui représente une diminution marginale par rapport aux chiffres de 2008 (88.5 et 88.7 %). Le taux brut de scolarisation en primaire est resté inchangé, à 94.9 % sur les deux années. De plus, la parité entre les sexes dans l'éducation primaire et le premier cycle du secondaire est restée aux mêmes niveaux depuis 2007, à respectivement 0.96 et 0.92.

Le chômage et le sous-emploi constituent des défis majeurs, illustrant l'incapacité de la croissance économique passée à créer suffisamment d'emplois formels dans le secteur privé, ainsi que le manque d'adéquation entre les compétences de la population active et les besoins du marché du travail. Ce dernier reste caractérisé par la prédominance de l'agriculture et une économie informelle très développée. Les chiffres officiels indiquent qu'actuellement, les deux tiers des adultes en âge de travailler ont un emploi. Le taux de chômage national est estimé à seulement 3 % par des sources gouvernementales. Ce faible taux masque les niveaux élevés de chômage et de sous-emploi inhérents à une économie présentant un secteur informel si développé. En réalité, la définition du chômage adoptée par le gouvernement exclut les très nombreux sans emploi qui souhaitent travailler mais qui, pour des raisons diverses, ne sont pas en recherche active. L'importance du secteur informel, au sein duquel des gens qui sont en réalité des chômeurs ont une activité économique quelconque pour survivre, impose que des efforts concertés soient entrepris pour réduire le nombre de précaires et de

travailleurs pauvres.